Chronique des décisions de la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme (Avril 2017 – Mars 2018)

Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIADH)

Alejandro Ronderos , Emma-Luna Cruz Sánchez, Oriane Lamas, Débora
Rodrigues, Sandro Gorski, Emma-Luna Cruz Sánchez and Marine Gauchy

Electronic version

URL: <http://journals.openedition.org/revdh/3816>

DOI: 10.4000/revdh.3816

ISSN: 2264-119X

Publisher

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Electronic reference

Alejandro Ronderos , Emma-Luna Cruz Sánchez, Oriane Lamas, Débora Rodrigues, Sandro Gorski, Emma-Luna Cruz Sánchez and Marine Gauchy, « Chronique des décisions de la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme (Avril 2017 – Mars 2018) », *La Revue des droits de l'homme* [Online], Actualités Droits-Libertés, Online since 05 April 2018, connection on 21 April 2019. URL : <http://journals.openedition.org/revdh/3816> ; DOI : 10.4000/revdh.3816

This text was automatically generated on 21 April 2019.

Tous droits réservés

Chronique des décisions de la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme (Avril 2017 – Mars 2018)

Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIADH)

Alejandro Ronderos , Emma-Luna Cruz Sánchez, Oriane Lamas, Débora Rodrigues, Sandro Gorski, Emma-Luna Cruz Sánchez and Marine Gauchy

- 1 La Convention américaine des droits de l'Homme (CADH) a vu le jour en 1969 avec le Pacte de San José (Costa Rica). En 1979, la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme (Cour IADH) fut officiellement instituée afin de veiller au respect de la convention. La Cour dispose d'une fonction contentieuse, mais également d'une fonction consultative qui lui permet d'éclairer les États parties sur l'interprétation à donner aux articles de la convention.
- 2 D'août 2017 à mi-novembre 2017, la Cour a rendu 41 décisions : 20 contrôles d'exécution des arrêts, 8 mesures provisoires, 5 décisions concernant les exceptions préliminaires, fonds, réparations et dépends, 5 convocations à l'audience publique, 5 réparations et dépends, 3 résolutions, 3 décisions sur le fonds légal d'assistance aux victimes, une interprétation et un avis consultatifs. La fonction contentieuse reste la plus importante fonction de la Cour.
- 3 Parmi les 5 décisions concernant les exceptions préliminaires, fonds, réparations et dépends, toutes évoquent une ou plusieurs violations des droits dits de "première génération", y compris le droit à la vie et à l'intégrité personnelle (I). La majorité d'entre elles traitent également des questions de garantie judiciaire et de protection judiciaire dont les États sont débiteurs , principalement dans le cadre du déroulement d'enquêtes pénales (II). Enfin, la Cour se prononce dans un arrêt sur la liberté d'expression, la liberté d'association et le droit à la stabilité de l'emploi dans le secteur privé en apportant des précisions relatives à la justiciabilité des droits économiques, sociaux et culturels (DESC) (III).

I./ Droit à la vie et droit à l'intégrité personnelle

A) Non protection des personnes dans un conflit armé

Cour IADH. Affaire Vereda La Esperanza C/ Colombia. Exception préliminaire, fond, réparations et dépends. Décision du 31 août 2017. Serie C No. 341.

- 4 Dans l'affaire Vereda la Esperanza c/ Colombie du 31 Août 2017, la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme condamne l'Etat colombien pour avoir contribué à la disparition forcée de 12 personnes.
- 5 En l'espèce, les faits s'étaient déroulés dans la zone rurale de la Esperanza, département d'Antioquia en Colombie, entre les mois de juin et décembre 1996. En raison de l'importance stratégique et économique de cette zone géographique, un groupe armé illégal d'extrême droite ("Autodefensas campesinas del Magdalena Medio", dit ACMM) s'y était installé au cours des années 1970 dans l'objectif de combattre les groupes de guérilleros, et ce avec la collaboration des membres des forces armées colombiennes. Pendant cette période, 12 personnes disparurent dont 3 enfants, et une personne fut exécutée par ledit groupe en coopération avec les forces armées. A la suite de ces événements, deux poursuites pénales furent engagées devant la juridiction pénale ordinaire. La première fut déclenchée par une plainte déposée entre les mois de juin et juillet 1996. La seconde fut pour sa part elle déclenchée par une plainte déposée en décembre de la même année.
- 6 La Cour conclut en l'espèce que, contrairement à ce que soutenait l'Etat colombien, les faits survenus dans cette zone rurale étaient le résultat d'une collaboration active entre les forces armées et les ACMM. Par conséquent, celle-ci souligne qu'en l'espèce, le fait illicite international de disparition forcée peut être imputé à l'Etat colombien en raison de l'acquiescement donné par les forces armées aux agissements des ACMM. La Cour IADH déclare par suite l'Etat colombien responsable de la violation des articles 5.1 et 5.2 consacrant respectivement les droits à l'intégrité physique et morale de la personne et l'interdiction de la torture et des traitements inhumains, de l'article 4.1 consacrant le droit à la vie, de l'article 3 consacrant le droit à la reconnaissance de la personnalité juridique, ainsi que l'article I.a de la Convention interaméricaine sur la disparition forcée des personnes.
- 7 Par ailleurs, la Cour énonce que l'Etat colombien a violé l'article 19 de la Convention (droits de l'enfant) combiné aux articles précités. Aux yeux de la Cour, l'Etat colombien n'a pas mis en place les mesures de protection requises pour la protection des enfants se trouvant dans la zone rurale dite la Esperanza. La Cour a également précisé que l'Etat colombien, ayant reconnu partiellement sa responsabilité pour certains faits (les inconsistances dans le dossier d'enquête pendant la première phase de celle-ci, le retard prolongé de celles-ci et le manque de diligence dans l'instruction de certains faits) a porté atteinte aux articles 8.1 et 25 de la CADH, relatives aux garanties judiciaires et à la protection judiciaire, ainsi qu'à l'article I. b de la Convention Interaméricaine sur la Disparition Forcée des Personnes.
- 8 En outre, deux victimes ayant porté des dénonciations auprès des autorités judiciaires en raison des faits s'étant déroulés à l'Esperanza avaient par la suite disparu dans des circonstances similaires aux faits dénoncés. Dans ce cadre, selon la Cour, l'Etat n'a pas pris les mesures de protection requises pour empêcher leur disparition. De surcroît, la

Cour souligne que la juridiction spéciale interne (Tribunal de Justice et Paix) avait elle-même constaté la violation du droit des victimes à la vérité. Par conséquent, l'Etat n'a pas respecté le droit des victimes à obtenir la vérité sur les violations des droits de l'Homme en cause.

- 9 En outre, la Cour conclut qu'il n'y a pas eu en l'espèce de violation du droit à voir son affaire jugée dans un délai raisonnable dans le cadre des procédures internes compte tenu de la complexité de mise en œuvre de la loi de Justice et Paix, qui vise à faire procéder à un désarmement massif des groupes armés d'extrême droite. Elle considère qu'au vu des faits, l'Etat a opéré une qualification pertinente du délit puisque les juridictions internes ont analysé les éléments constitutifs du délit de disparition forcée fixés par la jurisprudence régionale pertinente. De même, les juges précisent que les critères de "priorisation" (priorización) de l'action pénale, prévus dans le système pénal colombien, sont conformes à ce qui a été établi par nombre d'organes internationaux.
- 10 Enfin, la Cour constate que l'effraction du domicile de l'une des victimes et les dommages en résultant sont attribuables aux Forces armées, ce qui emporte violation de l'article 11.2 (droit à la protection de l'honneur de la dignité de la personne) et de l'article 21 (droit à la propriété privée).

B) L'atteinte à la vie et à l'intégrité des personnes en temps de paix

Cour IADH. Affaire Ortiz Hernández et autres C/ Venezuela. Fondo, Reparaciones y Costas. Décision du 22 août 2017. Serie C No. 338.

- 11 Dans un arrêt rendu le 22 août 2017, la Cour IADH a engagé la responsabilité internationale de la République Bolivarienne de Venezuela pour violation de l'article 4 (droit à la vie), de l'article 5 (droit à l'intégrité de la personne) et de l'article 8 (garanties judiciaires) en combinaison avec l'article 1.1 (obligation de respecter les droits) de la Convention américaine des droits de l'Homme, en raison de la mort de Johan Alexis Ortiz Hernández lors d'une activité de formation d'effectifs de la Guarda Nacional par l'Escuela de Guardias Nacionales de Cordero, le 15 février 1998.
- 12 Johan Alexis Ortiz Hernández était élève en dernière année de formation militaire. Lors d'une activité consistant à ramper par terre en dessous d'un fil de fer pointu, le requérant avait été touché par deux balles. Un professeur semble avoir tiré en sa direction, sur le fil de fer ; cependant l'école arguait de ce que le requérant s'était levé sans aucune raison et avait donc été frappé par les balles de manière accidentelle.
- 13 La Commission fut par la suite saisie par les parents du requérant, qui soulignèrent que la mort n'était pas accidentelle et que les informations fournies par l'école étaient partielles et contradictoires. Les parents portèrent aussi plainte contre les autorités responsables de l'enquête pour avoir tardé à entreprendre l'exhumation du corps, ce qui a empêché l'analyse de la trajectoire des projectiles.
- 14 Par la suite, la Commission jugea la requête recevable en dépit de l'absence d'épuisement des voies recours internes, et en raison du retard des autorités judiciaires à engager des poursuites. Un tel retard est en effet assimilable à un déni de justice au sens de l'article 46 (1) de la Convention . La Commission admît alors la requête à titre exceptionnel.
- 15 Sur le fond, la Commission jugea que les autorités militaires avaient exposé l'étudiant à une situation de risque, notamment en raison de l'absence d'observation des dispositions du règlement intérieur de l'école militaire. Celle-ci reconnut en outre que l'État n'avait

pas suffisamment justifié l'usage d'une arme à feu chargée de balles réelles et n'avait pas par la suite fourni d'explications satisfaisantes quant aux lésions infligées à la victime. La Commission a également soutenu que l'État avait en l'espèce violé les principes d'indépendance et d'impartialité de l'investigation mise en œuvre, et que cette même investigation n'avait pas été menée dans des délais raisonnables. Dans la mesure où l'État n'avait nullement réagi aux recommandations de la Commission, cette dernière a par la suite porté l'affaire devant la Cour interaméricaine.

- 16 La Cour, faisant sienne les conclusions de la Commission, reconnaît la responsabilité internationale de l'État du fait de son incapacité à garantir la sécurité de la victime, à respecter un délai raisonnable pour la procédure, mais également pour n'avoir pas réalisé l'exhumation du corps de la victime dans un délai plus court, qui aurait permis l'analyse de la trajectoire des balles. La Cour conclut ainsi à la violation des articles 4 (droit à la vie), 5 (droit à l'intégrité de la personne) et 8 (garanties judiciaires) en combinaison avec l'article 1.1 (obligation de respecter les droits) de la Convention.

II./ Droits civils et politiques

A) Garantie judiciaire et protection judiciaire dans le cadre d'une affaire de disparition

Cour IADH. Affaire Gutiérrez Hernández et autres C/ Guatemala. Exception préliminaire, fond, réparations et dépends. Décision du 24 août 2017. Serie C No. 339.

- 17 Dans un arrêt du 24 août 2017, la Cour IADH condamne le Guatemala pour violation du droit à la garantie judiciaire et à la protection judiciaire suite à la disparition de Mme Gutiérrez Hernández, survenue le 7 avril 2000. La Cour énonce que l'enquête étatique sur la disparition du requérant a été menée de façon inefficace, en particulier en raison de l'existence de stéréotypes de genre des autorités Guatémaltèques à l'égard de la victime. Elle s'est également prononcée sur la violation des principes d'égalité devant la loi et de non-discrimination en matière d'accès à la justice des femmes.
- 18 Mayra Angelina Gutiérrez Hernandez était Professeure à l'Université San Carlos à la Ciudad de Guatemala et à l'Université Mariano Gálvez de Huehuetenango. Le 7 avril 2000, celle-ci devait se rendre à Huehuetenango, un voyage qu'elle était habituée à faire les vendredis. Deux jours après, une collègue de travail et son frère avaient été informés par la Police Nationale Civile de sa disparition. Son frère fit mention d'une ex-amie de Mme Gutiérrez Hernandez, la désignant comme possible responsable.
- 19 Une enquête du Ministère Public fut donc ouverte sur cette disparition. En décembre 2000, la Chambre Criminelle de la Cour Suprême de Justice ordonna au Procureur des Droits de l'homme d'ouvrir à son tour une procédure spéciale d'enquête.
- 20 Pour traiter cette affaire, la Cour rappelle tout d'abord que la disparition d'une personne dont le lieu de disparition n'est pas connu n'est pas assimilable à une disparition forcée. Pour qu'une telle qualification soit retenue, trois critères doivent être réunis, à savoir l'existence d'une privation de liberté, une intervention des agents de l'Etat ou leur acquiescement aux actions menées et, enfin, un refus des autorités internes de révéler le lieu de disparition et les conditions de détention de la personne concernée. La Cour estime, en l'espèce, qu'il n'y a pas d'indices suffisants permettant de conclure que la disparition de Mme Gutiérrez Hernandez constitue une disparition forcée. Celle-ci

souligne, néanmoins, que cette l'absence d'éléments est notamment due au manque de diligence des enquêtes menées par l'Etat. De même, la Cour énonce en outre que si les autorités du Guatemala ne disposaient pas, au moment de la disparition de Mme Gutiérrez Hernandez, d'éléments suffisants indiquant que celle-ci se trouvait dans une situation de risque réel et imminent qui aurait justifié l'adoption des mesures spéciales de protection et de prévention à son égard, elle énonce que les enquêtes menées par les autorités étatiques ont conduit une évaluation stéréotypée de la situation de la victime. Les autorités se sont en effet concentrées sur ses relations personnelles, sur son mode de vie et sur l'éventuelle responsabilité de son ex-amie. La focalisation de l'enquête sur l'hypothèse d'un possible "crime passionnel" a notamment empêché les agents d'envisager d'autres hypothèses, notamment celle d'une disparition forcée. La Cour a en outre souligné que le qualificatif de "passionnel" a contribué à justifier la conduite des agresseurs et les violences à l'égard des femmes, rappelant de ce fait l'incompatibilité des stéréotypes de genre avec les exigences issues du droit international des droits de l'homme.

- 21 Les manquements de l'Etat ont, selon la Cour, abouti à une situation de plus de 17 ans d'impunité et constitué une discrimination dans l'accès à la justice pour des raisons de genre. Mme Gutiérrez Hernandez n'a jamais été retrouvée et l'affaire n'a jamais été résolue.
- 22 La Cour énonce en outre qu'il y a eu violation des garanties judiciaires, de la protection judiciaire et des principes d'égalité devant la loi et de non-discrimination, consacrés par les articles 8.1 et 25.1 et 24 de la CADH (combinés à l'article 1.1 de la même Convention) à l'encontre de Mme Gutiérrez Hernandez et ses proches. En revanche, s'agissant des allégations de violation des droits à la vie, à l'intégrité de la personne et à la liberté individuelle, la Cour conclut à l'inexistence d'éléments suffisants indiquant l'implication des agents de l'Etat dans sa disparition. Le Guatemala n'avait en outre pas le devoir de prévenir la disparition de Mme Gutiérrez Hernandez, puisqu'il ignorait les risques encourus par celle-ci. La Cour rejette, finalement aussi, les allégations relatives à la violation de l'intégrité physique, psychique et morale des proches de Mme Gutiérrez, mais souligne qu'elles auraient été prises en considération pour fixer le montant et la nature mesures de réparation.

B)Garantie judiciaire et protection judiciaire dans une enquête pour homicide

Cour IADH. Affaire Pacheco León et autres C/ Honduras. Fondo, Reparaciones y Costas. D écision du 15 novembre 2017. Serie C No. 342.

- 23 Dans un arrêt du 15 novembre 2017, la Cour IADH condamne le Honduras en relevant sa responsabilité internationale pour manque de diligence dans la mise en œuvre de l'enquête sur l'homicide de Ángel Pacheco León commis le 23 novembre 2001, alors que celui-ci était candidat aux élections de la chambre des députés prévues deux jours plus tard. La Cour énonce que la conduite de l'enquête a violé les droits à la garantie judiciaire et à la protection judiciaire de 19 proches de M. Pacheco, ainsi que le droit à l'intégrité personnelle de sa mère et son compagnon, un de ses enfants, un frère et une soeur.
- 24 Ainsi, le 23 novembre 2001, un peu avant minuit, alors qu'Ángel Pacheco León rentrait chez lui accompagné de son fils, un homme s'approcha d'eux en courant, les empêcha de fermer la porte d'entrée, et tira plusieurs coups de feux qui causèrent la mort du

requérant. Les élections eurent lieu le 25 novembre 2001 et la candidature de M. Pacheco León obtint un nombre de voix suffisant pour accéder à la chambre des députés. Après concertation, les autorités décidèrent que le frère d'Ángel Pacheco, José Pacheco, le remplacerait. Le 24 novembre 2001, trois personnes ont été arrêtées et suspectées du meurtre et firent leurs dépositions, sans que soient engagées des poursuites. Plusieurs dépositions recueillies au cours de l'enquête firent état d'intimidations et violences subies par M. Pacheco León. Certaines de ces dépositions mirent en cause des hommes politiques, des agents de l'Etat et alléguèrent qu'un policier fut l'auteur supposé de l'homicide. Les personnes ayant fait ces déclarations indiquèrent avoir des craintes pour leur vie.

- 25 Sur ces faits, la Cour estime que l'Etat du Honduras a effectué de multiples actes d'enquête et collecté des éléments de preuve pertinents. Cependant, la Cour estime que l'État a fait preuve de négligence quant aux suivis de ces enquêtes. La Cour note notamment que divers indices faisaient allusion à des personnes en lien avec l'activité politique de M. Pacheco León comme possible auteurs du crime. Néanmoins, rien n'a été entrepris par l'Etat pour clarifier la situation. La Cour observe en particulier que : a) plusieurs personnes signalées n'ont pas été entendues; b) la déposition du policier mis en cause n'a pu être réalisée qu'un an et neuf mois après celle la mettant en cause ;c) Il n'y a pas de trace de mesures de "surveillance" et de "localisation" jugées pertinentes par les autorités chargées de l'enquête concernant certaines personnes éventuellement liées aux faits ; d) aucune preuve n'est apportée de la protection des témoins ; e) aucune mesure n'a été prise concernant la demande du Procureur de mettre en place une équipe spéciale d'enquête pour résoudre l'affaire. Enfin, la Cour estime qu'un délai de 16 ans (toujours en cours) ne remplit pas le critère de délai raisonnable.
- 26 Sur ces considérations, la Cour retient la violation des garanties judiciaires et de protection judiciaires consacrées par les articles 25.1 et 8.1 de la Convention Américaine des Droits de l'Homme (combinés à l'article 1.1 de la même Convention), ainsi que de l'article 5.1 combiné à l'article 1.1 de la Convention consacrant l'intégrité personnelle des membres de la famille affectée par le décès de la victime. En revanche, la Cour estime ne pas avoir assez d'éléments pour déterminer si les auteurs étaient bien des agents de l'Etat agissant sous ordre de l'état. La Cour indique également qu'en l'espèce, les requérants n'ont pas invoqué de manquement au devoir de prévenir l'homicide de M. Pacheco León.

III./ Droits économiques, sociaux et culturels

Cour IADH. Affaire Lagos del Campo C/ Perú. Exception préliminaire, fond, réparations et dépends. Décision du 31 août 2017. Serie C No. 340

- 27 Monsieur Alfredo Lagos del Campo avait fait l'objet d'un licenciement injustifié. Agé de 50 ans et père de 14 enfants à l'époque des faits, celui-ci travaillait comme électricien dans le secteur industriel pour l'entreprise Ceper-Pireli, et ce depuis plus de 13 ans. Ouvrier engagé dans les organes de représentation des travailleurs de son entreprise, il avait été élu président du Comité Electoral de la communauté industrielle de celle-ci. C'est dans le cadre de cette fonction qu'en juin 1989, il donna une interview au journal « La Razon », dans laquelle il aurait dénoncé des irrégularités dans l'organisation des élections liées à un « chantage », voire la « coercition » exercée par la direction de l'entreprise. Suite à ces déclarations, il fut renvoyé pour faute grave au sens de l'article 5 (h) de la loi péruvienne n°245114.

- 28 Monsieur Lagos del Campo contesta ce licenciement devant le Tribunal du Travail de Lima qui considéra dans une décision du 5 mars 1991 que le renvoi était illégal et injustifié, la faute grave n'étant pas prouvée. Suite à l'appel interjeté par l'employeur, le Second Tribunal du Travail de Lima annula cette décision. S'ensuivirent plusieurs recours internes formés par le requérant (sept au total). Néanmoins, aucun d'entre eux n'aboutit à la reconnaissance de l'irrégularité du licenciement, et du préjudice subi par Monsieur Lagos del Campo.
- 29 La question posée à la Cour était donc celle de savoir si, en déclarant le renvoi de Monsieur Lagos del Campo légal et justifié, le Tribunal d'appel de Lima avait violé les droits garantis par la Convention. La décision du 31 août 2017 est essentiellement remarquable par la reconnaissance qu'il opère de la violation de l'article 26 de la Convention (relatif aux droits économiques, sociaux et culturels), en raison d'une méconnaissance du droit à la stabilité de l'emploi du requérant. La Cour conclut également à la violation du droit à la liberté d'expression (articles 13 et 8 en relation avec l'article 1.1), du droit à la liberté d'association (articles 16 et 26 en relation avec l'article 1.1) ainsi que du droit d'accès à la justice (articles 8 et 25).
- 30 Le premier chef de violation constaté par la Cour est celui du droit à la liberté d'expression (articles 13 et 8 de la CADH), dans le cas particulier des représentants des travailleurs. Reprenant le raisonnement de sa jurisprudence antérieure, la Cour réaffirme que le droit à la liberté d'expression possède deux dimensions: l'une individuelle, l'autre sociale et collective. Ces deux dimensions revêtent, pour la Cour, la même importance et doivent à ce titre être protégées de la même manière afin de garantir le plein exercice du droit. Néanmoins, celle-ci souligne que le droit à la liberté d'expression peut faire l'objet de restrictions.
- 31 En l'espèce, il s'agissait alors de déterminer si, en donnant son aval au licenciement de Monsieur Lagos del Campo, la juridiction d'appel péruvienne a porté atteinte à son droit. Pour se prononcer, la Cour IADH procède à un contrôle de nécessité de la restriction. Elle constate d'abord que les déclarations du requérant avaient été faites en sa qualité de représentant des travailleurs et dans l'exercice de ses compétences de Président du Comité Electoral, mais aussi qu'il s'agissait de déclarations d'intérêt public. Elle considère que cette situation implique un niveau de protection renforcé pour l'Etat. Ensuite, énonce que la loi péruvienne sur laquelle se fonde la décision de licenciement n'est pas en elle-même contraire à l'article 13.2 de la Convention, en ce qu'elle poursuit un but légitime, à savoir la protection d'un autre droit fondamental. Néanmoins selon la Cour, la juridiction d'appel n'a pas suffisamment motivé sa décision, notamment en ce qu'elle n'a pas pris en compte un certain nombre d'éléments utiles à la résolution du litige. La Cour énonce donc par suite que l'Etat péruvien a autorisé une restriction disproportionnée à la liberté de la pensée et d'expression et, ce faisant violé les articles 13.2 et 8.2 de la Convention.
- 32 La Cour s'est également prononcé sur la violation du droit à la stabilité de l'emploi (article 26) alors que le moyen n'avait pas été explicitement soulevé par les parties, ni par la Commission. Elle rend donc, sur ce point, une décision inédite. Celle-ci rappelle dans un premier temps les principes d'interdépendance et d'indivisibilité des droits civils et politiques et des droits économiques, sociaux, et culturels avant de procéder à une analyse de l'article 26 de la Convention, relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, au regard de la Charte de l'Organisation des Etats Américains ainsi que de la Déclaration Américaine des Droits et Devoirs de l'Homme, aux fins de préciser la manière dont l'article doit être interprété dans le contexte d'une relation d'emploi. La Cour en tire

une série d'obligations imputables aux Etats pour garantir le droit à la stabilité de l'emploi, et notamment celle de protéger les travailleurs contre les licenciements injustifiés, ainsi que celle de mettre en place des mécanismes effectifs de recours qui garantissent l'accès à la justice.

- 33 La Cour considère en l'espèce que le licenciement de Monsieur Lagos del Campo était injustifié, et que l'Etat péruvien n'a pas pris les mesures nécessaires pour empêcher la violation du droit au travail de ce dernier. Elle constate par ailleurs que le requérant n'a jamais retrouvé de travail et n'a perçu aucune indemnisation. Du fait de son renvoi, le requérant n'a par ailleurs pas pu avoir droit à une pension de retraite ni exercer ses droits en tant que représentant des travailleurs. Elle considère que le licenciement arbitraire de Lagos del Campo l'a ainsi privé de son emploi et des prestations sociales afférentes, et en conclut qu'en ne protégeant pas le droit à la stabilité de l'emploi du requérant, le Pérou a violé l'article 26 de la Convention combiné aux articles 1.1, 13, 8 et 16.
- 34 Enfin, la Cour relève que dans le cadre des relations professionnelles, le droit à la liberté d'association garanti par l'article 16.1 de la Convention ne s'applique pas qu'aux syndicats stricto-sensu, mais également à toute organisation poursuivant des objectifs de représentation des intérêts légitimes des travailleurs. Ici également, la Cour rappelle la double dimension, à la fois individuelle et collective, du droit à la liberté d'association. Dès lors, celle-ci énonce que la limitation apportée à l'exercice de la liberté d'association d'un représentant syndical a une répercussion sur le droit de ceux qu'il représente. Partant, la Cour estime non seulement que le droit individuel du requérant n'a pas été respecté, mais qu'il en est de même pour les travailleurs de la Communauté Industrielle. Ces derniers se sont en effet vus privés d'une représentation syndicale à laquelle ils avaient droit, et auraient également pu être intimidés par le renvoi de Lagos del Campo. Les juges retiennent donc la violation de l'article 16.1 et 26 de la Convention en relation avec les articles 1.1, 13 et 8.

Cour IADH. Affaire Vereda La Esperanza C/ Colombia. Exception préliminaire, fond, réparations et dépends. Décision du 31 août 2017. Serie C No. 341.

Cour IADH. Affaire Ortiz Hernández et autres C/ Venezuela. Fondo, Reparaciones y Costas. Décision du 22 août 2017. Serie C No. 338

Cour IADH. Affaire Gutiérrez Hernández et autres C/ Guatemala. Exception préliminaire, fond, réparations et dépends. Décision du 24 août 2017. Serie C No. 339.

Cour IADH. Affaire Pacheco León et autres C/ Honduras. Fondo, Reparaciones y Costas. Décision du 15 novembre 2017. Serie C No. 342.

Cour IADH. Affaire Lagos del Campo C/ Perú. Exception préliminaire, fond, réparations et dépends. Décision du 31 août 2017. Serie C No. 340

*

Les Lettres « Actualités Droits-Libertés » (ADL) du CREDOF (pour s'y abonner) sont accessibles sur le site de la Revue des Droits de l'Homme (RevDH) – Contact

ABSTRACTS

Très active dans son rôle de gardienne des droits fondamentaux, la Cour interaméricaine des Droits de l'Homme cherche à garantir l'effectivité de ces droits dans les États latino-américains depuis 1979. Sa ligne jurisprudentielle reflète cet engagement non seulement en raison du nombre d'arrêts rendus chaque année (plus d'une centaine), mais également de la complexité des affaires analysées. La protection du droit à la vie, l'interdiction de l'esclavage et de la torture, les disparitions forcées ou le contrôle des multiples violations au principe de l'Habeas corpus ne sont que quelques exemples de l'action remarquable de la Cour IADH. Après analyse des affaires portées devant elle, il est possible de relever l'importance des atteintes aux droits dits « de première génération », majoritairement imputables aux instabilités politiques et aux transitions démocratiques difficiles. Si les décisions de la Cour ne sont pas contraignantes, il ne faut néanmoins pas négliger leur portée, soutenue par l'opinion publique et la pression des acteurs internationaux. À l'heure actuelle, la pérennité d'une institution comme la Cour IADH semble vitale aux citoyens des pays latino-américains en ce qu'elle constitue le dernier rempart garantissant la justiciabilité et l'effectivité de leurs droits.

AUTHORS

ALEJANDRO RONDEROS

Etudiant du Master 2 « Droits de l'Homme »

EMMA-LUNA CRUZ SÁNCHEZ

Etudiant du Master 2 « Droits de l'Homme »

ORIANE LAMAS

Etudiante du Master 2 « Droits de l'Homme »

DÉBORA RODRIGUES

Etudiante du Master 2 « Droits de l'Homme »

SANDRO GORSKI

Etudiant du Master 2 « Droits de l'Homme »

EMMA-LUNA CRUZ SÁNCHEZ

Etudiante du Master 2 « Droits de l'Homme »

MARINE GAUCHY

Etudiante du Master 2 « Droits de l'Homme »